

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le bon élève

Luc Caregari

REGARDS

Pour une fois, le gouvernement obtient de bonnes notes. Le contrôle annuel du Fonds monétaire international (FMI) s'est passé sans accrocs - démontrant que le pays suit à la lettre les recommandations d'un organisme qui n'est pas en odeur de sainteté partout dans le monde.

Commencée début mars, la « 2015 Article IV Consultation with Luxembourg » vient donc de s'achever cette semaine et le « concluding statement » a été divulgué à la presse dans le cadre d'une courte conférence donnée par l'équipe dirigée par Ashok Vir Bhatia. Pendant ces quelques semaines passées au grand-duché, la mission du FMI s'est entretenue avec des officiels gouvernementaux, des banquiers et des gestionnaires de fonds, ainsi qu'avec des syndicats et les différentes chambres représentatives du patronat et du salariat.

Le contrôle annuel par le FMI est une opération de routine, a rappelé Bhatia en début de conférence, bien conscient que son organisation n'est pas la plus aimée de la planète et que ses « plans de secours » ont souvent mené à plus de problèmes que de solutions : les exemples de la dernière décennie, qui vont de l'Argentine en 2001 au Portugal et à la Grèce respectivement en 2011 et en 2010, le prouvent. De plus, lors des récentes visites annuelles au Luxembourg, la délégation

du FMI s'est régulièrement fendue de critiques envers le système d'indexation des salaires - soulevant toujours un tollé, plutôt mou, de la part des syndicats. Mais il est vrai que cette discussion est au Luxembourg presque aussi vieille que la civilisation.

Pourtant, le cru 2015 n'évoque même pas l'indexation des salaires ; nous y reviendrons plus tard. Pour le FMI, le « business model » du pays en général est une des clés de son succès. Et l'effort du grand-duché devrait consister à « renforcer, améliorer et protéger ce modèle qui par le passé l'a si bien servi », a constaté Bhatia. Et d'entonner ensuite un choral de louanges pour la coalition bleu-rouge-vert : « La politique fiscale menée par le gouvernement luxembourgeois est appropriée pour contrer les pertes à prévoir dans le domaine du commerce électronique. Tout comme le budget proposé par le gouvernement, le 'Zukunftspak', est une réponse positive à cette problématique. Certes, ces mesures auraient pu être prises cinq années plus tôt, mais nous disons : mieux vaut tard que jamais. » Cela ne veut pourtant pas dire que le FMI ne voit pas de moyens pour économiser encore plus. Il constate que le Luxembourg est sur la bonne voie, mais « en tant que petite économie ouverte, le pays devrait continuer à faire des économies sur ses dépenses





PHOTO : WOXX

et à toujours viser un surplus budgétaire. Et surtout de continuer à scruter les dépenses pour réaliser plus d'économies tout en restant efficace ». La question est : connaissaient-ils le bon mot du gouvernement qui ambitionne de « faire mieux avec moins » ? Toujours est-il que, avant de devenir ministre des Finances, Pierre Gramegna prêchait exactement ces paroles à qui voulait l'entendre quand il était encore à la tête de la Chambre de commerce.

FMI likes Zukunftspak

La même chose vaut presque pour le fameux « fonds souverain intergénérationnel » que le gouvernement a présenté en même temps que son budget : « Mieux vaut quelque chose que rien du tout », a commenté le FMI sur ce point, tout en critiquant le fait que ce fonds serait trop petit pour assumer ses ambitions. Le FMI conseille donc au gouvernement d'y verser plus d'actifs de l'État et de veiller à ce que la « discipline fiscale » tienne la route. Pourtant, Bhatia a eu la grâce de concéder que ce fonds « ne devrait pas être obligatoirement privatisé ».

En ce qui concerne l'« optimisation fiscale », un des fonds de commerce du grand-duché, Bhatia affirme que « le gouvernement ferait mieux de calculer et d'anticiper l'impact de futurs traités internationaux »,

comme le « Base Erosion and Profit Shifting » (BEPS) qui est en train de se tramer à l'OCDE ou ceux qui sont en train de se rédiger aux États-Unis, lesquels commencent aussi à se fatiguer de voir disparaître des milliards de « tax dollars » chaque année dans l'un ou l'autre des petits trous noirs d'Europe et du monde. L'ironie de cette revendication du FMI est qu'elle répond en quelque sorte aux demandes répétées du député Déi Lénk Justin Turpel, qui voulait avoir des détails sur l'ampleur de l'« optimisation fiscale » de la part du ministre des Finances, sans recevoir de réponses satisfaisantes. Peut-être que Gramegna écouterait plutôt le FMI que l'opposition, qui sait ? En tout cas, Bhatia a précisé que « le gouvernement considère ces choses sérieusement et le voit comme un 'work in progress' ». Que le FMI ne pipe pas un seul mot sur les scandales Luxleaks n'étonne pas. Alors que, pourtant, ces fuites sont toujours en train de saboter l'image de la place financière du pays.

La même ouverture européenne serait requise pour « le cœur battant du Luxembourg », le secteur financier. « Le changement vers l'échange automatique de données est géré de façon souveraine », constate Bhatia, « et l'Union bancaire européenne est particulièrement bonne pour le Luxembourg, auquel nous conseillons

d'ailleurs de transposer aussi rapidement que possible toutes les directives européennes dans ce domaine. » Pas sûr que le Luxembourg pourra toujours faire figure de premier de la classe au vu de ce qui se trame dans le reste de l'Europe.

Pour finir, le FMI avait quelques recommandations sur des thèmes divers comme le logement - une situation un peu inquiétante paraît-il, mais qui ne requiert « aucune intervention politique » - ou la diversification économique qui serait à la traîne à cause de défauts dans la formation des jeunes grand-ducaux, surtout en sciences et en mathématique, où nous sommes en effet en dessous des standards de l'OCDE. Et s'il salue la création du « comité du risque systémique », le FMI regrette que « sa vue ne soit pas élargie à plus de secteurs ».

Voilà donc pour les bonnes notes obtenues par le gouvernement bleu-vert de la part du FMI. De bonnes notes qui constituent en même temps une justification des nombreuses critiques, surtout de gauche, à propos du budget prévisionnel jusqu'en 2018 et des mesures fiscales mises en place par le gouvernement. Car si un organisme qui par le passé a outrepassé plusieurs fois les règles de la démocratie - et qui participe toujours à cette sorte d'opération en ce moment même en Grèce, même

s'il n'est pas le « partenaire » le plus oppressant - pour faire prévaloir les intérêts des banques et des riches en général vous chante des louanges, il se pourrait que vous fassiez fausse route. Ce qui a d'ailleurs aussi été démontré par la Chambre des salariés (CSL) cette semaine, qui avant que le rapport du FMI soit présenté à la presse a publié une longue étude sur la critique du système d'indexation et du salaire social minimum qui apparemment généreraient un surplus d'inflation. Dans cette étude, elle démontre point par point les erreurs de calcul du FMI qui, pour faire court, s'est basé sur des chiffres d'inflation qui sont à relativiser car ils comprennent l'alcool et le tabac - alors que les chiffres de ces derniers ne sont pas forcément pertinents par rapport à la consommation de la population résidente. Pour finir, la CSL cite Thomas Piketty pour fustiger le FMI et l'accuser de faire « un usage immodéré des modèles mathématiques, qui ne sont souvent qu'une excuse permettant d'occuper le terrain et de masquer la vacuité du propos ». Et vu que l'équipe du FMI n'a cité ni le salaire social minimum, ni l'indexation des salaires, il semble bien que la CSL ait eu gain de cause. Enfin un petit pas vers le progrès.